



**TOTAL CAPITAL
INTERNATIONAL**

Rapport financier annuel 2018

Sommaire

1 Rapport de gestion du Conseil d'administration	p. 4	Rapport sur les conséquences environnementales et sociales de l'activité	p. 7
Activité de l'exercice en 2018	p. 4	Conseil d'administration	p. 8
<i>Environnement</i>	<i>p. 4</i>		
<i>Faits marquants</i>	<i>p. 4</i>		
Evènements intervenus depuis la clôture de l'exercice	p. 5	2 Rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise	p. 9
Perspectives de l'année 2019	p. 5		
Filiales et participations	p. 6	3 Comptes au 31 décembre 2018	p. 13
<i>Prise de participation</i>	<i>p. 6</i>	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels	p. 13
<i>Sociétés contrôlées</i>	<i>p. 6</i>	Compte de résultat	p. 16
Informations relatives au capital	p. 6	Bilan	p. 17
<i>Répartition du capital</i>	<i>p. 6</i>	Tableau de flux de trésorerie	p. 18
<i>Participation des salariés au capital</i>	<i>p. 6</i>	Annexes aux comptes	p. 19
Résultats financiers de l'exercice 2018	p. 6	<i>Faits marquants de l'exercice</i>	<i>p. 19</i>
<i>Total des produits et des charges</i>	<i>p. 6</i>	<i>Principes, règles et méthodes comptables</i>	<i>p. 19</i>
<i>Résultat d'exploitation, résultat exceptionnel, résultat net</i>	<i>p. 6</i>	<i>Immobilisations financières</i>	<i>p. 20</i>
<i>Réserve légale</i>	<i>p. 6</i>	<i>Créances</i>	<i>p. 21</i>
Information relative aux délais de paiement des fournisseurs et clients	p. 6	<i>Capitaux propres</i>	<i>p. 21</i>
Affectation du résultat	p. 6	<i>Emprunts obligataires et assimilés</i>	<i>p. 22</i>
<i>Proposition d'affectation du résultat</i>	<i>p. 6</i>	<i>Emprunts et dettes financières divers</i>	<i>p. 23</i>
<i>Capitaux propres après affectation du résultat</i>	<i>p. 7</i>	<i>Dettes d'exploitation</i>	<i>p. 23</i>
<i>Distribution de dividendes au titre des trois derniers exercices</i>	<i>p. 7</i>	<i>Charges d'exploitation</i>	<i>p. 23</i>
<i>Tableau des résultats des cinq derniers exercices</i>	<i>p. 7</i>	<i>Charges financières</i>	<i>p. 24</i>
<i>Dépenses et frais généraux non déductibles fiscalements – dépense somptuaires</i>	<i>p. 7</i>	<i>Produits financiers</i>	<i>p. 24</i>
Information des actionnaires sur les conventions	p. 7	<i>Engagements hors-bilan</i>	<i>p. 25</i>
Contrôles des commissaires aux comptes	p. 7	<i>Consolidation</i>	<i>p. 26</i>
Situation des mandats des commissaires aux comptes	p. 7	<i>Intégration fiscale</i>	<i>p. 26</i>
		<i>Personnel et organes de direction</i>	<i>p. 26</i>

Rapport financier annuel 2018

« J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société, et que le Rapport de gestion du Conseil d'administration figurant en pages 4 à 12 du présent Rapport financier annuel présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elle est confrontée. »

A Courbevoie le 26 avril 2019

Patrick de La Chevardière
Président - Directeur Général

Rapport de gestion du Conseil d'administration

Risque relatifs aux marchés

Total Capital International réalise la plupart de ses opérations en couverture des besoins de liquidité et de risque de taux du groupe TOTAL. Les positions ouvertes, c'est-à-dire spéculatives, sont prises dans le respect des limites accordées par le Président - Directeur Général. Total Capital International réalise également des opérations de change, principalement pour la couverture de ses intérêts en devises ainsi que dans le cadre d'opérations de change à terme avec des filiales.

Activité de l'exercice 2018

Environnement

L'économie mondiale présente un bilan mitigé sur l'année 2018. Si l'expansion mondiale a été rapide, comme aux Etats-Unis où les réductions d'impôts et l'augmentation des dépenses ont stimulé la demande, la dynamique s'est essoufflée. Ceci s'explique entre autres par les droits de douane appliqués par de grands pays (en particulier les États-Unis) et par les mesures prises en représailles par d'autres pays, dont la Chine. Malgré tout, la Réserve Fédérale a continué de relever son taux directeur et les taux d'intérêt des obligations américaines à long-terme ont augmenté dans une moindre mesure. Dans ce contexte, le dollar s'est apprécié par rapport à la plupart des autres monnaies en 2018 ; de ce fait, certains pays émergents se sont trouvés en difficulté, faisant également face au moindre appétit des investisseurs financiers internationaux pour le risque. Le coût de l'emprunt extérieur a augmenté pour ces pays dans des proportions variables.

En 2018, la hausse du PIB mondial s'est établie aux alentours de 3,7 % : 2,9% pour les Etats-Unis, 1,9% pour la zone euro, 6,6% pour la Chine, 7,5% pour l'Inde et 1,2% pour la Brésil.

Dans un contexte politico-économique marqué par les incertitudes autour du Brexit, le *shutdown* aux Etats-Unis, la guerre commerciale sino-américaine, le ralentissement de la croissance chinoise et la montée des populismes, le risque d'un recul de l'activité économique mondiale en 2019 augmente. Les investisseurs et les institutions internationales indiquent que l'expansion mondiale devrait marquer le pas au cours des deux années à venir. Ainsi, le

Fonds monétaire international a annoncé à Davos avoir abaissé ses prévisions de croissance mondiale pour l'année à venir (3,5% en 2019, soit 0,2 point de moins que sa précédente estimation d'octobre 2018). S'il laisse inchangées les estimations d'expansion pour les Etats-Unis et la Chine et revoit en hausse la prévision du Japon, le Fonds se montre pessimiste pour la zone Euro. En effet, l'Allemagne subit la plus forte révision en baisse avec une croissance attendue désormais à 1,3% (-0,6 point), suivie de l'Italie (-0,4 point à 0,6%) et de la France (-0,1 point à 1,5%). L'OCDE et la Banque Mondiale ont elles aussi révisé à la baisse leurs estimations de croissance en fin 2018 / début 2019.

Le rendement souverain allemand 10 ans est à 0,246% au 31 décembre 2018 (vs. 0,423% au 31 décembre 2017). Aux Etats-Unis, le rendement Treasuries 10 ans est à 2,686% au 31 décembre 2018 (vs. 2,405% au 31 décembre 2017). L'Euribor 3 mois est à -0,309% au 31 décembre 2018 (vs. -0,329% au 31 décembre 2017). D'autre part, le Libor USD 3 mois est à 2,808% au 31 décembre 2018 (vs. 1,694% au 31 décembre 2017). L'indice Itraxx Main (composé des 125 contrats de CDS 5 ans les plus liquides sur des emprunteurs *Investment Grade*) est à 87,37 bp au 31 décembre 2018 (vs. 44,83 bp au 31 décembre 2017). En 2018, l'euro s'est déprécié par rapport au dollar, son cours cotait à 1,1450 USD/EUR au 31 décembre 2018 (vs. 1,1993 USD/EUR au 31 décembre 2017). L'euro s'est en revanche apprécié par rapport à la Livre Sterling, cotant 0,89453 GBP/EUR au 31 décembre 2018 (vs. 0,88723 GBP/EUR au 31 décembre 2017).

Faits Marquants

L'année 2018 a été marquée par la poursuite de l'activité de Total Capital International sur les marchés de capitaux, par la mise en œuvre des programmes d'émissions de dette diversifiés décrits ci-après.

Programme EMTN

Total Capital International agit aux côtés de TOTAL S.A., Total Capital et Total Capital Canada, comme émetteur principal sous un programme d'un montant de 35 G EUR, sous garantie TOTAL S.A.

En 2018, Total Capital International a émis 2,5 G USD (après swaps, converti au taux de conversion propre à chaque émission). Au 31 décembre 2018, l'encours des fonds levés par Total Capital International dans le cadre de ce programme s'élève à 18,9 G USD (après swaps, converti au taux de conversion propre à chaque émission).

Programme-cadre américain (Shelf)

Total Capital International agit aux côtés de TOTAL S.A., Total Capital et Total Capital Canada, comme émetteur principal, sous un programme enregistré auprès de la Securities & Exchange Commission américaine (*US SEC Registered Shelf*), sous garantie TOTAL S.A..

Total Capital International n'a pas émis sur ce programme en 2018. Au 31 décembre 2018, l'encours des fonds levés par Total Capital International dans le cadre de ce programme s'élève à 7,3 G USD (après swaps, converti au taux de conversion propre à chaque émission).

Programme obligataire australien (AMTN)

Total Capital International agit aux côtés de TOTAL S.A., Total Capital et Total Capital Canada, comme émetteur principal sous un programme-cadre d'un montant de 2 G AUD, sous garantie TOTAL S.A..

En 2018, Total Capital International n'a pas émis sur ce programme, et l'encours des fonds levés par Total Capital International dans le cadre de ce programme au 31 décembre 2018 est de 0,4 G USD.

Émissions Obligataires hors programmes

En 2018, Total Capital International n'a pas émis d'emprunts obligataires hors programmes et n'a pas d'encours existants hors programmes.

Portefeuille de lignes de crédit confirmées

Total Capital International peut se financer à court et moyen-terme en tant qu'emprunteur additionnel dans le cadre de la plupart des contrats de lignes de crédit de TOTAL S.A. Le montant total du portefeuille de lignes de crédit de TOTAL S.A atteint 11,5 G USD au 31 décembre 2018, soit 10,1 G EUR à la même date.

Agences de Notation

Nous vous informons que les programmes d'émissions de Total Capital International font l'objet d'une notation à long-terme et à court-terme par Standard and Poor's (A+/A-1) et par Moody's (Aa3/P-1). Ces notations ont été rendues possibles par l'émission d'une garantie TOTAL S.A adossée à ces programmes. TOTAL S.A. fait l'objet d'une notation à long-terme et à court-terme par Standard and Poor's (A+/A-1) avec une perspective Stable au 31 décembre 2018 et Positive depuis le 26 février 2019, et par Moody's (Aa3/P-1) avec une perspective Positive.

Le 25 avril 2018, l'agence Moody's a annoncé le relèvement de la perspective de la notation de la dette à long-terme de Total S.A., de Stable à Positive.

Garanties de TOTAL S.A.

Au 31 décembre 2018, les porteurs de titres émis dans le cadre des programmes de Total Capital International bénéficient de la garantie de TOTAL S.A., renouvelée par le Conseil d'administration du 6 février 2019, jusqu'à hauteur du plafond qui est actuellement, pour le programme EMTN de 35 G EUR et pour le programme AMTN de 2 G AUD.

Total Capital International peut également émettre dans le cadre de son programme *US SEC Registered Shelf* ou bien hors programme sous garantie Total S.A..

Nous vous rappelons qu'aucun investissement ni aucun désinvestissement n'a été réalisé au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2018.

Evènements intervenus depuis la clôture de l'exercice

Aucun évènement particulier n'est intervenu depuis la clôture de l'exercice.

Perspectives de l'exercice 2019

Total Capital International continuera à apprécier les opportunités de marché afin de poursuivre ses interventions durant l'exercice 2019.

Filiales et participations

Prise de participation

Au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2018, Total Capital International n'a pris aucune participation dans une autre société.

Sociétés contrôlées

La Société ne contrôle aucune société au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce.

Informations relatives au capital

Répartition du capital

La répartition du capital est restée inchangée au cours de l'exercice 2018.

Le capital social de 300 000 euros est divisé en 30 000 actions au nominal de 10 euros.

Conformément aux dispositions légales, nous vous indiquons que l'actionariat de Total Capital International reste inchangé : l'actionnaire majoritaire de Total Capital International demeure la Société TOTAL S.A. (siège social : 2, place Jean Millier - 92400 COURBEVOIE) qui détient 99,98 % du capital. Les administrateurs de Total Capital International détiennent 0,02% du capital.

Participation des salariés au capital

La Société ne dispose d'aucun effectif salarié propre.

Résultats financiers de l'exercice 2018

Les comptes annuels de l'exercice 2018 que nous soumettons à votre approbation ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur. Le bilan et le compte de résultat de l'exercice ainsi que le tableau des résultats prévu par l'article R. 225-102 du Code de commerce ont été mis à votre disposition.

Total des produits et des charges

Pour l'année 2018, le total des produits financiers est de 631 641 690 euros, le total des produits d'exploitation et les produits exceptionnels sont nuls. Ainsi, le total des produits de l'exercice 2018 s'élève à 631 641 690 euros.

Le total des charges d'exploitation s'élève à 2 160 677 euros, le total des charges financières s'élève à 618 258 109 euros et celui des charges exceptionnelles est nul. Par ailleurs, le total de l'impôt sur les bénéfices pour l'année 2018 s'élève à 3 811 694 euros. Ainsi, le total des charges de Total Capital International, y compris l'impôt sur les bénéfices, pour l'année 2018 s'élève à 624 230 480 euros.

Résultat d'exploitation, résultat exceptionnel, résultat net

Pour l'exercice clos au 31 décembre 2018, le résultat d'exploitation présenté se solde par une perte de 2 160 677 euros, le résultat financier se solde par un bénéfice de 13 383 581 euros, le résultat exceptionnel est nul et le résultat net se solde par un bénéfice de 7 411 210 euros.

Réserve légale (Article L. 232-10 du Code de commerce)

L'obligation légale de doter la réserve légale de 10 % du capital social (soit 30 000 euros) est respectée conformément à l'Article 232-10 du Code de commerce.

Information relative aux délais de paiement des fournisseurs et clients

(Art. L. 441-6-1 et D. 441-4 du code de commerce)

Il n'existe pas dans les comptes de la Société, à la date de clôture de l'exercice :

- de facture reçues et non-réglées dont le terme est échu,
- de factures émises et non-réglées dont le terme est échu.

Affectation du résultat

Proposition d'affectation du résultat

Compte tenu du report à nouveau des exercices précédents (15 661 753 euros), le bénéfice distribuable de l'exercice ressort à 23 072 963 euros. Nous vous proposons d'affecter la totalité du bénéfice distribuable au compte report à nouveau.

Capitaux propres après affectation du résultat

Après affectation du résultat, les capitaux propres s'élèveront à 23 402 963 euros.

Distribution de dividendes au titre des trois derniers exercices

Il est rappelé qu'il a été distribué un dividende global de 4 980 000 euros au titre de l'exercice 2015 et qu'il n'y a pas eu de distribution de dividende au titre de l'exercice 2016 et de l'exercice 2017.

Tableau des résultats des cinq derniers exercices

Dans le présent rapport est inclus, conformément aux dispositions de l'Article R. 225-102 du Code de commerce, le tableau faisant apparaître les résultats de la Société au cours de chacun des cinq derniers exercices.

Dépenses et frais généraux non déductibles fiscalement – dépense somptuaires

Conformément aux dispositions des articles 223 quater et 223 quinquies du Code général des impôts, nous vous précisons que les comptes de l'exercice écoulé ne prennent pas en charge de dépenses non-déductibles du résultat fiscal.

Information des actionnaires sur les conventions

(Article L. 225-37-4 -2°)

Les informations figurent dans le Rapport sur le gouvernement d'entreprise en deuxième partie.

Contrôles des commissaires aux comptes

Dans le cadre de sa mission, les Commissaires aux comptes ont établi un rapport sur les comptes de l'exercice, un rapport spécial sur les opérations visées par les articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce ainsi que le rapport prévu par l'article L.823-16 du Code de commerce au Conseil d'administration remplissant la fonction de Comité d'audit .

Situation des mandats des commissaires aux comptes

Les Commissaires aux comptes de Total Capital International sont les suivants :

Commissaires aux Comptes titulaires :

- ERNST & YOUNG Audit, renouvelé par l'AGO du 31 mars 2016 / fin de mandat AGO 2022 statuant sur les comptes de 2021
- KPMG SA, renouvelé par l'AGO du 31 mars 2017 / fin de mandat AGO 2023 statuant sur les comptes de 2022

Commissaires aux Comptes suppléants :

- AUDITEX SA, renouvelé par l'AGO du 31 mars 2016 / fin de mandat AGO 2022 statuant sur les comptes de 2021

Rapport sur les conséquences environnementales et sociales de l'activité

Total Capital International est soumise aux dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce qui prévoit la communication d'informations sur la manière dont la Société prend en compte les conséquences sociales et environnementales de son activité ainsi que sur ses engagements en faveur du développement durable et en faveur de la lutte contre les discriminations et de la promotion des diversités.

Compte tenu de la nature des activités de Total Capital International et de son organisation, les informations requises n'apparaissent pas pertinentes. En effet, Total Capital International est une filiale financière de TOTAL S.A. qui a pour objet de procéder à l'émission de titres de créance ou d'autres instruments sur les marchés financiers afin de financer les besoins généraux du Groupe Total et de ses filiales. Total Capital International ne détient aucune filiale et n'emploie pas de salariés.

Le Document de référence de TOTAL S.A., disponible sur le site Internet www.total.com, présente les informations sociales, environnementales et sociétales du Groupe Total.

Nous vous invitons à vous prononcer sur les résolutions soumises à votre approbation.

Conseil d'administration

La composition du Conseil d'administration au 31 décembre 2018 est la suivante :

Patrick de LA CHEVARDIERE
Président – Directeur Général

Sociétés françaises

Administrateur de TOTAL CAPITAL
Président d'ELF AQUITAINE (SAS)

Pierre SIGONNEY
Administrateur

Sociétés françaises

Président de DAJA 161, 167 à 172 (SAS)
Président de LOCATOM (SAS)
Président de TOTAL PARTICIPATIONS (SAS)
Directeur Général et Administrateur de SOFAX BANQUE
Président - Directeur Général de TOTAL CAPITAL
Gérant TOTAL GESTION USA (EURL)

Sociétés étrangères

Director TOTAL FINANCE USA INC
Director TOTAL HOLDINGS USA INC

Dominique GUYOT
Administrateur

Sociétés françaises

Directeur Général Délégué de SOFAX Banque
Administrateur de TOTAL CAPITAL

Hervé JASKULKE
Administrateur

Sociétés françaises

Administrateur de TOTAL CAPITAL
Administrateur de TOTAL GESTION FILIALES
Administrateur de HUTCHINSON SA

Eric Le Bouvier

Représentant permanent de TOTAL FINANCE
CORPORATE SERVICES LTD

Sociétés françaises

Administrateur de TOTAL SERVICE RUSSIE
Représentant permanent de TOTAL FINANCE
CORPORATE SERVICES LTD et de TOTAL CAPITAL

Sociétés étrangères

Director TOTAL FINANCE CORPORATE SERVICES LTD

Rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise

Conformément aux dispositions de l'Ordonnance du 12 juillet 2017, prise en application de la loi Sapin 2, il a été mis en place un rapport sur le gouvernement d'entreprise dans lequel doit figurer :

- La liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés dans toute société par chaque mandataire social,
- Les conventions intervenues directement ou par personne interposée, entre d'une part l'un des mandataires sociaux ou l'un des actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10% d'une société et, d'autre part, une autre société dont la première possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital, à l'exception des conventions portant sur des opérations courantes ou conclues à des conditions normales,
- Le tableau récapitulatif des délégations en cours de validité accordées par l'Assemblée Générale des actionnaires pour les augmentations de capital (art. L225-129-1 et L225-129-2 Code de commerce) et faisant apparaître l'utilisation faite de ces délégations au cours de l'exercice,
- Le choix fait de l'une des deux modalités d'exercice de la Direction Générale prévue à l'article L.225-51-1 du Code de commerce (art. L. 225-37-4 nouveau)

Code de Gouvernement d'entreprise

Du fait de sa situation de filiale du Groupe Total, Total Capital International ne se réfère pas à un Code de Gouvernement d'Entreprise spécifique. Outre les dispositions légales et réglementaires, la Société suit les prescriptions des différents codes internes applicables aux sociétés et responsables du Groupe, tels que le Code de conduite du Groupe et le Code d'éthique financière.

En outre, Total Capital International ayant pour objet d'émettre des titres sur un marché réglementé, ce rapport conformément aux dispositions de l'article L. 225-37, porte sur les points suivants :

- La limitation des pouvoirs du Directeur Général
- Participation des actionnaires aux Assemblées Générales

Composition du Conseil d'administration au 31 décembre 2018

La durée des mandats est de 6 ans (cf. article 14 des statuts).

Patrick de La Chevadière (61 ans): Président – Directeur Général

1ère nomination le 28/05/2014
Fin de mandat : AGO 2023

Dominique Guyot (61 ans): Administrateur

1ère nomination le 10/02/2016
Fin de mandat : AGO 2023

Hervé Jaskulké (58 ans): Administrateur

1ère nomination le 28/05/2014
Fin de mandat : AGO 2023

Pierre Sigonney (60 ans): Administrateur

1ère nomination le 23/06/2017
Fin de mandat : AGO 2023

Total Finance Corporate Services Ltd :

Administrateur représenté par M. Eric Le Bouvier
1ère nomination le 28/05/2014
Fin de mandat : AGO 2023

Rémunération des mandataires sociaux

Total Capital International n'a pas mis en place de politique d'attribution d'options de souscription ou d'achat d'actions.

L'actionnaire majoritaire de Total Capital International n'a pas non plus attribué d'options de souscription ou d'achat d'actions aux administrateurs de Total Capital International à raison des mandats et fonctions exercés par ceux-ci dans Total Capital International.

Jetons de présence

Total Capital International ne verse pas de jetons de présence aux membres de son Conseil d'administration.

Mandat d'administrateur ayant cessé au cours de l'exercice 2018

Aucun.

Mandat du Président du Conseil d'administration

Monsieur Patrick de La Chevardière a été renouvelé à la présidence de la Société le 31 mars 2017 pour la durée de son mandat d'administrateur soit jusqu'à l'Assemblée de 2023.

Mandats des administrateurs

Aucun mandat d'administrateur n'arrive à échéance à la présente Assemblée.

Parité hommes/femmes

Les actions de la Société n'étant pas admises aux négociations sur un marché réglementé, et la Société n'ayant pas de salariés, elle n'est pas soumise à ce jour aux dispositions relatives à la recherche d'un équilibre entre hommes et femmes au sein du Conseil d'administration prévues aux articles L. 225-17 et L. 225-18-1 du Code de commerce. La société s'efforcera cependant d'avoir une réflexion sur la diversification de sa composition pour les années à venir.

Liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés dans toute société par chaque mandataire social

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-37-4-1° du Code de commerce, nous vous communiquons dans ce présent rapport la liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercées dans d'autres sociétés par chacun des mandataires sociaux de la Société.

Conventions intervenues directement ou par personne interposée, entre d'une part l'un des mandataires sociaux ou l'un des

actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10% d'une société et, d'autre part, une autre société dont la première possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital, à l'exception des conventions portant sur des opérations courantes ou conclues à des conditions normales

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-37-4-2° du Code de commerce, nous vous informons qu'il n'existe aucune convention concernée par ces dispositions.

Tableau récapitulatif des délégations en cours de validité accordées par l'Assemblée Générale des actionnaires pour les augmentations de capital (art. L. 225-129-1 et L. 225-129-2 code de commerce) et faisant apparaître l'utilisation faite de ces délégations au cours de l'exercice

Aucune délégation n'est actuellement en cours.

Modalités d'exercice de la Direction Générale (Art. L. 225-51-1 du Code de commerce (Art. L. 225-37-4 nouveau))

Le Conseil d'administration a décidé, lors de sa réunion du 31 mars 2017 de maintenir le cumul des fonctions de Président et Directeur Général de la Société et de nommer M. Patrick de La Chevardière Président - Directeur Général.

Aucune limitation aux pouvoirs du Président - Directeur Général n'a été mise en place par le Conseil d'administration depuis cette date, à l'exception des pouvoirs en matière d'émission d'emprunts obligataires, limités à 5 milliards d'euros par émission.

Code de gouvernement d'entreprise

Conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil

Le Conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de la Société et veille à leur mise en œuvre. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux Assemblées Générales et dans la limite de l'objet social, le Conseil se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent. Il désigne les mandataires sociaux chargés de gérer la Société et contrôle leur gestion.

Le Conseil d'administration de la société s'est réuni une fois au cours de l'année 2018.

Réunion du 7 février 2018 :

Quatre administrateurs sur cinq étant présents ou représentés.

L'ordre du jour de la réunion a comporté les points suivants :

Examen et arrêté des comptes au 31 décembre 2017 - Affectation du résultat – Compte rendu d'activité et rapport de gestion sur l'exercice 2017 et sur le gouvernement d'entreprise - Convocation des actionnaires en Assemblée Générale - Renouvellement de l'autorisation de procéder à l'émission d'emprunts obligataires pour une durée d'un an.

Procédure de contrôle interne

En tant que filiale du Groupe Total, Total Capital International applique les procédures de contrôle interne du Groupe et du secteur d'activité auquel elle appartient. Le référentiel de contrôle interne retenu par le Groupe Total est celui du Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (COSO). Dans ce référentiel, le contrôle interne est un processus destiné à fournir une assurance raisonnable pour la réalisation des objectifs suivants : la réalisation et l'optimisation de la conduite des opérations, la fiabilité des informations comptables et financières, la conformité aux lois et réglementations en vigueur et la protection des actifs. Comme tout système de contrôle interne, il ne peut cependant fournir une garantie absolue que tout risque soit totalement éliminé. Total Capital International en suit les préconisations tant sur le fond que dans la forme.

Environnement de contrôle

Le système de contrôle interne du Groupe Total est construit autour d'une organisation opérationnelle en trois niveaux : Groupe, secteurs d'activité (ou Branches), et entités, chaque niveau étant directement impliqué et responsabilisé dans la conception et la mise en œuvre du contrôle.

A chacun des trois niveaux, le contrôle interne est décliné en procédures spécifiques d'organisation, de délégation des responsabilités, de sensibilisation et de formation du personnel qui sont conformes au cadre général du Groupe.

En tant que filiale du Groupe Total supervisée par la Direction Financement Trésorerie du Groupe – branche Holding, la fonction de contrôle de Total Capital International est exercée par :

- le Conseil d'administration,
- le Département Contrôle & Gestion des Flux qui valide et contrôle les opérations engagées sur le marché par le Département des Opérations de Marché,
- le Département Contrôle Interne,
- et la Direction de la Comptabilité qui assure la comptabilisation des opérations de Total Capital International et procède aux déclarations à destination des différentes administrations sur la base des informations communiquées par le Département Contrôle et Gestion des Flux.

Le contrôle interne repose sur des valeurs ancrées dans la culture du Groupe telles que l'intégrité et l'éthique, et sur la compétence du personnel. Les ressources affectées au contrôle interne sont sensibilisées et formées au respect du code de conduite et de la charte éthique disponibles sur le site intranet du Groupe.

Processus d'identification et d'évaluation des risques

Dans le cadre de la démarche annuelle d'élaboration du plan d'audit interne, la Direction Audit Groupe ainsi que le Trésorier effectuent une revue des risques. Cet examen conduit à proposer une liste de sujets d'audits pour l'année suivante.

Un diagnostic des Risques de la Direction Financement Trésorerie a été réalisé en 2016 et est mis à jour périodiquement.

L'activité de Total Capital International est encadrée par un Comité hebdomadaire de pilotage de la Direction.

Activités de contrôle

Les activités de contrôle interne reposent sur la stratégie définie par la Direction Financière du Groupe, la définition d'objectifs précis, l'organisation et les procédures. Ainsi, la politique de financement du Groupe, qui s'appuie sur Total Capital International, est proposée par le Trésorier et fait l'objet d'une approbation par le Directeur Financier du Groupe Total.

Les processus-clés de l'organisation sont étayés par des procédures formalisées et mises à jour de façon permanente par le Département Contrôle Interne. Les procédures en place couvrent notamment les domaines d'engagement, d'approbation, d'autorisation, de contrôles et de ségrégation des tâches.

Les principaux processus sont :

- les opérations de change et de taux
- les opérations sur la dette court-terme et long-terme

Total Capital International dispose d'un *reporting* financier conforme aux exigences du cadre de gestion défini par la Direction Financière, aux règles et normes applicables. Les analyses et synthèses sont rapportées et commentées selon une périodicité hebdomadaire et diffusées aux responsables concernés. Par ailleurs, toute émission obligatoire fait l'objet d'un contrat conforme au programme d'émission dans lequel elle s'inscrit. Enfin, dans le cadre de la loi Sarbanes Oxley, des contrôles clés ont été identifiés et font l'objet d'une auto-évaluation annuelle par les commissaires aux comptes.

Systèmes d'Information et de communication

Le contrôle des accès aux systèmes d'information constitue un élément clé du système de contrôle interne. La définition des habilitations du système d'information utilisé par Total Capital International est validée par les responsables de département dans le respect des règles de ségrégation des tâches et sa mise en œuvre est contrôlée par le responsable Systèmes d'Information.

L'information financière hebdomadaire et mensuelle fournie au Trésorier du Groupe, concerne :

- les positions et le respect des limites,
- les engagements,
- les financements.

La communication financière vis-à-vis des investisseurs est assurée au niveau du Groupe Total.

Supervision du système de contrôle interne

Le pilotage du système de contrôle interne est assuré de façon permanente par le Département Contrôle Interne de la Direction Financement de Trésorerie et par l'audit périodique du Système par la Direction du Contrôle Interne et de l'Audit Groupe, rattachée au Comité Exécutif en la personne du Secrétaire Général. Le planning des interventions est déterminé annuellement. De plus les commissaires aux comptes procèdent à l'évaluation du contrôle interne dans le cadre de leur mission de certification des comptes et de la revue de Contrôle Interne Sarbanes Oxley.

Les recommandations faites par la Direction du Contrôle Interne et de l'Audit Groupe conduisent à des plans d'action qui font l'objet d'un suivi formalisé.

De plus, un Comité Risques Groupe veille à structurer le dispositif global de gestion des risques et à l'existence et l'efficacité de systèmes de *management* des risques adaptés aux enjeux du Groupe. Le Comité Risques Groupe comprend les directeurs de directions fonctionnelles centrales ainsi que les secrétaires généraux ou directeurs financiers des secteurs d'activité. Il dépend du Comité exécutif.

Le Comité Risques Groupe s'appuie sur les travaux des secteurs d'activité et des directions fonctionnelles qui poursuivent en parallèle leurs travaux de cartographies des risques, dont elles présentent régulièrement l'avancement.

Participation des actionnaires aux Assemblées Générales

Les Assemblées Générales d'actionnaires sont convoquées et délibèrent dans les conditions prévues par la loi. Les statuts ne prévoient aucune modalité particulière relativement à la participation des actionnaires aux Assemblées Générales.

Comptes au 31 décembre 2018

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2018

A l'Assemblée Générale de la société Total Capital International,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Total Capital International relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions de comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous devons porter à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Nous avons déterminé qu'il n'y avait pas de point clé de l'audit à communiquer dans notre rapport.

Vérification du rapport de gestion, des autres documents sur la situation financière et les comptes et des informations relevant du rapport sur le gouvernement d'entreprise adressés aux actionnaires

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-4 du Code de commerce.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du Conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L. 225-37-3 et L. 225-37-4 du code de commerce.

En application de la loi, nous vous signalons que les informations prévues par les dispositions de l'article L. 225-37-3 du Code de commerce sur les rémunérations et les avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur ne sont pas mentionnés dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise. En conséquence, nous ne pouvons attester l'exactitude et la sincérité des informations sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Total Capital International par les Assemblées Générales du 5 mai 2011 pour le cabinet KPMG Audit et du 29 mars 2006 pour le cabinet ERNST & YOUNG Audit.

Au 31 décembre 2018, le cabinet KPMG Audit était dans la huitième année de sa mission sans interruption et le cabinet ERNST & YOUNG Audit dans la treizième année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au conseil d'administration remplissant les fonctions de comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que, le cas échéant, de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au Conseil d'administration remplissant les fonctions de comité d'audit

Nous remettons un rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions de comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions de comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au conseil d'administration remplissant les fonctions de comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822-10 à L. 822-14 du Code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le conseil d'administration remplissant les fonctions de comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Les commissaires aux comptes

Paris La Défense, le 6 février 2019

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.
Jacques-François Lethu
Associé

ERNST & YOUNG Audit

Yvon Salaün
Associé

Compte de résultat

(en euros)	2018	2017
Autres produits	-	-
Produits d'exploitation	-	-
Consommation en provenance de tiers	(2 160 562)	(1 641 046)
Impôts et taxes	(115)	(113)
Charges d'exploitation	(2 160 677)	(1 641 159)
Résultat d'exploitation	(2 160 677)	(1 641 159)
Intérêts sur prêts long terme	630 199 221	464 258 710
Intérêts sur les lignes de crédit	-	-
Intérêts sur les prêts sociétés du groupe	-	-
Intérêts sur comptes courants	436 564	168 766
Intérêts sur dépôts et cautionnements	-	-
Produits des swaps dédiés	-	-
Autres intérêts et produits assimilés + report/déport	-	-
Profits de change	1 005 906	-
Profits financiers divers	-	3 670 163
Produits financiers	631 641 690	468 097 639
Intérêts sur emprunts obligataires après swaps	(618 255 860)	(454 672 723)
Intérêts sur commercial papers	-	-
Intérêts sur NEU CP	-	-
Intérêts sur emprunts	-	-
Intérêts sur comptes courants	(2 248)	(38 046)
Intérêts sur dépôts et cautionnements	-	-
Intérêts sur swaps	-	-
Autres charges financières + report/déport	-	-
Pertes de change	-	(1 464 783)
Charges financières diverses	-	-
Charges financières	(618 258 109)	(456 175 642)
Résultat financier	13 383 581	11 921 997
Produits exceptionnels	-	-
Charges exceptionnelles	-	-
Résultat exceptionnel	-	-
Impôts sur les bénéfices	(3 811 694)	(3 514 856)
Résultat Net	7 411 210	6 765 982

Bilan

ACTIF (en euros)	2018	2017
Actif Immobilisé		
Prêts immobilisés après swap	23 165 233 864	20 752 797 938
Tirages sur lignes de crédit	-	-
Intérêts courus sur prêts immobilisés après swap	142 966 628	97 760 585
Intérêts courus sur lignes de crédit	-	-
Immobilisations financières, valeur nette	23 308 200 492	20 850 558 523
Total Actif Immobilisé	23 308 200 492	20 850 558 523
Actif Circulant		
Comptes courants et prêts sociétés groupe	25 068 308	21 835 891
Créances rattachées	-	-
Débiteurs divers	-	42 010
Produits à recevoir sur swaps	-	-
Créances	25 068 308	21 877 901
Total Actif Circulant	25 068 308	21 877 901
Charges constatées d'avance	-	-
Total Actif	23 333 268 800	20 872 436 424
PASSIF (en euros)	2018	2017
Capitaux Propres		
Capital	300 000	300 000
Réserve légale	30 000	30 000
Report à nouveau	15 661 753	8 895 771
Réserves	15 691 753	8 925 771
Résultat de l'exercice 2017	-	6 765 982
Résultat de l'exercice 2018	7 411 210	-
Total Capitaux Propres	23 402 963	15 991 753
Provisions	-	-
Dettes		
Emprunts obligataires après swaps d'émission	23 165 233 864	20 752 797 938
Intérêts courus sur emprunts obligataires après swaps	141 305 465	102 663 879
Emprunts obligataires et assimilés	23 306 539 329	20 855 461 817
Commercial papers	-	-
Dépôts et cautionnements	-	-
Comptes courants créditeurs	540	510 901
Dettes rattachées sur dettes financières divers	-	-
Produits à recevoir	2 532 926	-
Créditeurs divers	-	-
Emprunts et dettes financières divers	2 533 466	510 901
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	396 443	471 953
Dettes fiscales et sociales	396 599	-
Dettes d'exploitation	793 042	471 953
Total Dettes	23 309 865 837	20 856 444 671
Produits constatés d'avance	-	-
Total Passif	23 333 268 800	20 872 436 424

Tableau de flux de trésorerie

(en milliers d'euros)	2018	2017
Flux net de trésorerie d'exploitation		
Résultat net de l'exercice 2017	-	6 766
Résultat net de l'exercice 2018	7 411	-
Diminution (augmentation) du besoin en fonds de roulement	439	(476)
Flux net de trésorerie d'exploitation	7 850	6 290
Flux net de trésorerie d'investissement		
Augmentations de prêts long-terme	(2 229 422)	(1 948 022)
Remboursements de prêts long-terme	805 307	3 348 561
Flux net de trésorerie d'investissement	(1 424 115)	1 400 539
Flux net de trésorerie de financement		
Dividendes payés	-	-
Emission nette d'emprunts	1 449 499	(1 708 824)
Variation des dettes financières à court-terme	1 868	841
Variation des créances à court-terme	(2 133)	(8 732)
Flux net de trésorerie de financement	1 449 234	(1 716 715)
Augmentation (diminution) de la trésorerie	32 969	(309 886)
Incidence des variations de change	(32 969)	309 886
Trésorerie en début de période	-	-
Trésorerie à fin de période	-	-

Annexes aux comptes

Faits marquants

Au cours du quatrième trimestre 2018, Total Capital International a continué son activité sur les marchés de capitaux par des programmes d'émissions diversifiés, le cas échéant associée à une activité de gestion de taux.

A long-terme, Total Capital International agit aux côtés de TOTAL S.A., Total Capital et Total Capital Canada comme émetteur principal sur un programme EMTN (sous garantie TOTAL S.A.), sur un programme *US SEC Registered Shelf* (sous garantie TOTAL S.A.) et sur le programme australien AMTN (sous garantie TOTAL S.A.). Enfin, Total Capital International peut aussi émettre des emprunts obligataires hors programme (sous garantie TOTAL S.A.).

Au cours du deuxième semestre 2018, Total Capital International a émis le 5 juillet 2018 une nouvelle émission de 325 M GBP sous le programme EMTN (sous garantie Total S.A.) pour 430 M USD (après swap).

Total Capital International a émis le 11 juillet 2018 deux nouvelles émissions de 200 M CHF et 121 M EUR sous le programme EMTN (sous garantie Total S.A.) pour un total de 343 M USD (après swaps).

Total Capital International a aussi émis le 4 septembre 2018, 1,5 G USD sous le programme EMTN (sous garantie Total S.A.).

Et enfin, Total Capital International a émis le 9 octobre 2018, 200 M EUR sous le programme EMTN (sous garantie Total S.A.) pour un total de 230,7 M USD (après swaps).

Les programmes d'émissions de Total Capital International font l'objet d'une notation à long-terme et à court-terme par Standard and Poor's : A+/A-1, et par Moody's : Aa3/P-1. Ces notations ont été rendues possibles par l'émission d'une garantie TOTAL S.A. adossée à ces programmes. TOTAL S.A. fait l'objet d'une notation à long-terme et à court-terme par Standard and Poor's : A+/A-1 avec une perspective Stable au 31 décembre 2018, et par Moody's : Aa3/P-1 avec une perspective Positive.

Des opérations de taux et de change ont également été conclues par des entités habilitées du groupe TOTAL S.A. en prolongement du développement des activités financières de Total Capital International, tant vis-à-vis du Groupe que du marché.

1) Principes, règles et méthodes comptables

Principes généraux

Le bilan et le compte de résultat sont établis conformément aux dispositions de la législation française et aux pratiques comptables généralement admises dans les sociétés commerciales.

Règles et méthodes comptables

Les opérations de financement à long et moyen-terme à l'intérieur du groupe Total sont enregistrées en immobilisations financières pour leur valeur nominale.

Opérations en devises

Compte tenu de son activité financière et du caractère significatif de ses flux en devises, la société utilise une comptabilité multi-devises sur le modèle des établissements de crédit.

De ce fait, en date d'arrêté, Total Capital International ne comptabilise pas les écarts de conversion dans des comptes « écarts de conversion actif et passif » mais procède à une réévaluation des postes du bilan et du hors-bilan dont l'impact est enregistré en compte de résultat (gains et pertes de change latents).

La réévaluation du hors-bilan long-terme en devises est réaffectée aux postes du bilan auxquels les instruments financiers dérivés sont adossés (emprunts obligataires).

La réévaluation du hors-bilan court-terme en devises est enregistrée dans le poste « produits à recevoir sur réévaluation des positions de change hors-bilan » ou « charges à payer sur réévaluation des positions de change hors-bilan ».

Les positions en devises sont converties en euros sur la base du cours de change à la clôture de l'exercice.

Instruments financiers de taux et de devises

Les opérations sur instruments financiers à terme non dénouées figurent dans les engagements hors-bilan. Il s'agit essentiellement de contrats d'échange de taux d'intérêt et de devises négociés dans un but de couverture afin de gérer l'exposition de Total Capital International aux fluctuations des taux d'intérêt et des cours de change des devises.

Les différentiels d'intérêts et les reports ou déports attachés à ces swaps ou contrats à terme sont constatés prorata temporis dans le compte de résultat, en charges ou produits financiers, sur la durée de vie des éléments auxquels ils sont adossés.

Les éventuelles pertes latentes accessoires aux opérations, pour lesquelles les critères de qualification comptable de couverture ne sont pas respectés, sont provisionnées.

Emprunts obligataires

Les emprunts obligataires transformés en dollars US ou en EUR par l'intermédiaire de swaps d'émission adossés individuellement, sont présentés après swaps dans le bilan et le compte de résultat. Ils sont convertis au taux de clôture en date d'arrêté. Les pertes et profits résultant de la conversion au cours de clôture des emprunts en devise et des swaps d'émission sont enregistrés en résultat sous la rubrique : Pertes et Profits de change.

Présentation des intérêts sur swaps d'émission

Les charges sur emprunts sont présentées après impact des swaps. Cette présentation permet une cohérence entre le compte de résultat et le bilan – les emprunts étant présentés après impact de la réévaluation au titre du change des swaps d'émission – et de constater directement le coût global de la dette. Au bilan, les charges à payer sur emprunts et les intérêts courus sur swaps sont donc aussi présentés en net.

2) Immobilisations financières

Les immobilisations financières de Total Capital International sont constituées de prêts long-terme en dollars contractés avec Total Finance pour un montant de 18,588 milliards d'euros et avec Total S.A. pour un montant de 4,577 milliards d'euros.

a) Mouvements des immobilisations financières

Immobilisations	(en milliers d'euros)			
	Situation au début de l'exercice	Augmentations, acquisitions, apports	Diminutions cessions	Valeur brute à la clôture
Prêts immobilisés	20 752 798	3 118 464	706 027	23 165 234
Intérêts courus sur prêts immobilisés	97 761	144 485	99 279	142 966
Total	20 850 559	3 262 949	805 306	23 308 200

b) Echéancier des immobilisations financières

	(en milliers d'euros)			
	Montant brut	A moins d'un an	Entre 1 et 5 ans	A plus de 5 ans
Prêts immobilisés	23 165 234	2 606 070	8 720 930	11 838 234
Intérêts courus sur prêts immobilisés	142 966	142 966	-	-
Total	23 308 200	2 749 036	8 720 930	11 838 234

3) Créances

Les créances sont à 100% avec Total Treasury pour un montant de 25,068 millions d'euros.

Echéancier

	(en milliers d'euros)			
	Montant brut	A moins d'un an	Entre 1 et 5 ans	A plus de 5 ans
Comptes courants et prêts sociétés groupe	25 068	25 068	-	-
Intérêts courus sur prêts sociétés groupe et comptes courants	-	-	-	-
Débiteurs divers	-	-	-	-
Produits à recevoir sur swaps et opérations à terme	-	-	-	-
Total	25 068	25 068	-	-

4) Capitaux propres

a) Variation des capitaux propres

	(en milliers d'euros)		
2017	Situation au début de l'exercice	Affectation du résultat 2016	Situation au 31 décembre 2017
Capital social	300	-	300
Réserve légale	30	-	30
Report à nouveau	2 050	6 846	8 896
Résultat de l'exercice 2016	6 846	(6 846)	0
Distribution de dividende	-	-	-
Résultat au 31 décembre 2017	-	-	6 766
Total des capitaux propres	9 226	0	15 992

3

TOTAL CAPITAL INTERNATIONAL
Comptes au 31 décembre 2018

2018	(en milliers d'euros)		
	Situation au début de l'exercice	Affectation du résultat 2017	Situation au 31 décembre 2018
Capital social	300	-	300
Réserve légale	30	-	30
Report à nouveau	8 896	6 766	15 662
Résultat de l'exercice 2017	6 766	(6 766)	0
Distribution de dividende	-	-	-
Résultat au 31 décembre 2018	-	-	9 072
Total des capitaux propres	15 992	0	25 064

b) Composition du capital social

Le capital social de Total Capital International est constitué de 30 000 actions d'une valeur nominale de 10 euros, elle est détenue de la manière suivante :

Actionnaire	Nombre d'actions	
TOTAL S.A.	29 994 actions soit	99,98%
Administrateurs	6 actions soit	0,02%

5) Emprunts obligataires et assimilés

Les emprunts obligataires ci-dessous sont présentés, dans un premier temps, en devise d'émission puis en équivalents euros au cours de l'exercice. Ils sont remboursés in fine.

Nominal en K devise	Devise	Détail	Au 31 décembre 2018				Au 31 décembre 2017	
			Milliers d'euros	Moins d'un an en K euros	Entre 1 et 5 ans en K euros	A plus de 5 ans en K euros	Nominal en K devise	Milliers d'euros
700 000	AUD	Existant au 31/12/2017	431 566	154 131	215 783	61 652	700 000	456 144
1 200 000	CHF	Existant au 31/12/2017	887 390	-	-	887 390	1 000 000	854 555
		200M CHF 0,298%	177 478	-	-	177 478	-	-
11 421 000	EUR	Existant au 31/12/2017	9 850 000	-	4 150 000	5 700 000	9 850 000	9 850 000
		121 M EUR 1,619%	121 000	-	-	121 000	-	-
		700 M EUR 1,023%	700 000	-	-	700 000	-	-
		550 M EUR 1,491%	550 000	-	-	550 000	-	-
		200 M EUR 1,491%	200 000	-	-	200 000	-	-
1 550 000	GBP	Existant au 31/12/2017	1 369 434	307 424	782 534	279 476	1 225 000	1 380 702
		325 M GBP 1,750%	363 319	-	-	363 319	-	-
2 472 000	HKD	Existant au 31/12/2017	275 662	-	-	275 662	2 472 000	263 764
300 000	NZD	Existant au 31/12/2017	175 891	58 630	117 261	-	300 000	178 042
7 750 000	USD	Existant au 31/12/2017	6 768 559	1 921 397	2 882 096	1 965 066	8 385 000	6 991 579
Total			21 870 300	2 441 582	8 147 675	11 281 044		19 974 785

Ces emprunts obligataires ont fait majoritairement l'objet d'un swap de taux et de change afin de transformer la dette en taux variable en US dollars ou en euros en fonction des besoins de financement relatifs aux prêts immobilisés et aux tirages de lignes de crédit.

L'impact de la réévaluation des swaps est présenté ci-dessous.

	(en milliers d'euros)				
	31 décembre 2018 (en milliers d'euros)	A moins d'un an (en milliers d'euros)	Entre 1 et 5 ans (en milliers d'euros)	A plus de 5 ans (en milliers d'euros)	31 décembre 2017 (en milliers d'euros)
Total des emprunts obligataires avant swaps d'émission	21 870 300	2 441 582	8 147 675	11 281 044	20 102 253
Impact de la réévaluation des swaps d'émission	1 294 934	164 487	573 257	557 190	650 545
Total des emprunts obligataires après swaps d'émission	23 165 234	2 606 069	8 720 932	11 838 234	20 752 798
Intérêts courus sur emprunts obligataires après swaps ⁽¹⁾	141 305	141 305	-	-	102 664
Total des dettes	23 306 539	2 747 374	8 720 932	11 838 234	20 855 462

(1) dont intérêts courus nets des swaps associés aux emprunts obligataires

6) Emprunts et dettes financières divers

Echéancier des emprunts et dettes financières divers

	(en milliers d'euros)				
	31 décembre 2018	A moins d'un an	Entre 1 et 5 ans	A plus de 5 ans	31 décembre 2017
Dépôts et cautionnement	-	-	-	-	-
Comptes courants créditeurs	-	-	-	-	511
Dettes rattachées sur dettes financières diverses	-	-	-	-	-
Charges à payer sur swaps dédiés	-	-	-	-	-
Créditeurs divers	-	-	-	-	-
Produits à recevoir	2 533	2 533	-	-	-
Total des dettes	2 533	2 533	-	-	511

7) Dettes d'exploitation

Echéancier des dettes d'exploitation

	(en milliers d'euros)				
	31 décembre 2018	A moins d'un an	Entre 1 et 5 ans	A plus de 5 ans	31 décembre 2017
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	396	396	-	-	472
Dettes fiscales et sociales	397	397	-	-	-
Total des dettes	793	793	-	-	472

8) Charges d'exploitation

	Au 31 décembre 2018			Au 31 décembre 2017		
	Entreprises liées	Autres	Total	Entreprises liées	Autres	Total
Consommation en provenance des tiers	1 500	661	2 161	1 247	394	1 641
Impôts et taxes	-	-	-	-	-	-
Autres charges	-	-	-	-	-	-
Total	1 500	661	2 161	1 247	394	1 641

9) Charges financières

	Au 31 décembre 2018			(en milliers d'euros) Au 31 décembre 2017		
	Entreprises liées	Autres	Total	Entreprises liées	Autres	Total
Intérêts sur emprunts obligataires après swaps ⁽¹⁾	214 935	403 321	618 256	55 424	399 249	454 673
Intérêts sur emprunts	-	-	-	-	-	-
Intérêts sur comptes courants	2	-	2	38	-	38
Intérêts sur dépôts et cautionnements	-	-	-	-	-	-
Intérêts sur swaps dédiés	-	-	-	-	-	-
Autres charges financières	-	-	-	-	-	-
Pertes nettes de change ⁽²⁾	-	-	-	-	1 465	1 465
Charges financières diverses	-	-	-	-	-	-
Total	214 937	403 321	618 258	55 462	400 714	456 176

10) Produits financiers

	Au 31 décembre 2018			(en milliers d'euros) Au 31 décembre 2017		
	Entreprises liées	Autres	Total	Entreprises liées	Autres	Total
Intérêts sur prêts long terme	630 199	-	630 199	464 259	-	464 259
Intérêts sur lignes de crédits	-	-	-	-	-	-
Intérêts sur prêts sociétés du groupe	-	-	-	-	-	-
Intérêts sur comptes courants	437	-	437	169	-	169
Intérêts sur dépôts et cautionnements	-	-	-	-	-	-
Produits des swaps dédiés	-	-	-	-	-	-
Autres intérêts et produits assimilés	-	-	-	-	-	-
Profits nets de change ⁽²⁾	-	1 006	1 006	-	-	-
Autres produits	-	-	-	-	-	-
Produits financiers divers	-	-	-	3 670	-	3 670
Total	630 636	1 006	631 642	468 098	0	468 098

(1) Les charges et produits financiers réalisés sur des swaps associés à des emprunts obligataires sont rattachés aux intérêts de ces mêmes emprunts et présentés en net.

(2) Les profits et pertes nets de change s'analysent ainsi :

	(en milliers d'euros)	
	31 décembre 2018	31 décembre 2017
Pertes de change	(1 882 603)	(2 445 683)
Profits de change	1 883 609	2 444 218
Total	1 006	(1 465)

11) Engagements hors-bilan

a) Portefeuille d'instruments financiers dérivés

Les engagements hors-bilan sur les instruments financiers dérivés sont présentés ci-dessous.

Ces montants fixent le niveau d'engagement notionnel sans être représentatifs d'une perte ou d'un gain latent.

Gestion du risque de taux	Total	Au 31 décembre 2018					(en milliers d'euros)	Au 31 décembre 2017
		2019	2020	2021	2022	2023 et après	Total	
Swaps d'émission et de couverture d'émissions obligataires à taux fixe ⁽¹⁾								
montant notionnel	18 734 490	1 741 145	452 632	1 939 145	447 162	14 154 406	16 503 640	
Swaps d'émission et de couverture d'émissions obligataires à taux variable ⁽¹⁾								
montant notionnel	9 390 375	307 424	1 300 000	436 681	-	7 346 270	8 343 085	
Swaps de taux et de change long-terme								
Swaps prêteurs à taux fixe								
montant notionnel	-	-	-	-	-	-	-	
Swaps prêteurs à taux variable								
montant notionnel	-	-	-	-	-	-	-	
Swaps de taux								
Swaps prêteurs à taux fixe								
montant notionnel	-	-	-	-	-	-	-	
Swaps prêteurs à taux variable								
montant notionnel	-	-	-	-	-	-	-	

(1) cross-currency swaps et swaps de taux adossés aux emprunts obligataires

Gestion du risque de change	Total	Au 31 décembre 2018					(en milliers d'euros)	Au 31 décembre 2017
		2019	2020	2021	2022	2023 et après	Total	
Swaps de change								
montant notionnel	-	-	-	-	-	-	-	
Contrats à terme de devises								
montant notionnel	-	-	-	-	-	-	-	

3

TOTAL CAPITAL INTERNATIONAL
Comptes au 31 décembre 2018

b) Valorisation de marché des instruments financiers dérivés

Au 31 décembre 2018, la valorisation de marché des instruments financiers dérivés s'établit avec la décomposition suivante :

	(en milliers d'euros)	
	31 décembre 2018	31 décembre 2017
Swaps d'émission	(913 280) ⁽¹⁾	(316 100) ⁽¹⁾
Swaps de taux court-terme	- ⁽¹⁾	- ⁽¹⁾
Swaps de taux classique	44 907 ⁽¹⁾	6 966 ⁽¹⁾
Instruments financiers à terme de devises	-	-

(1) la valeur de marché des swaps est donnée "pied de coupon"

c) Autres engagements hors-bilan

	(en milliers d'euros)			
	31 décembre 2018		31 décembre 2017	
	Entreprises liées	Autres	Entreprises liées	Autres
Engagements donnés				
-Lignes de crédit accordées	-	-	-	-
-Tirages sur lignes de crédit	-	-	-	-
-Lignes de crédit accordées non-utilisées	-	-	-	-
Engagements reçus				
-Lignes de crédit allouées	-	-	-	-
-Tirages sur lignes de crédit	-	-	-	-
-Lignes de crédit allouées non-utilisées	-	-	-	-

12) Consolidation

Les comptes de Total Capital International sont consolidés par intégration globale dans les comptes du Groupe Total S.A..

13) Intégration fiscale

Total Capital International, filiale de Total S.A., est comprise dans le périmètre d'intégration fiscale de Total S.A.

14) Personnel et organes de direction

Total Capital International bénéficie de l'assistance technique et administrative du personnel du Groupe Total et ne verse aucune rémunération aux membres du Conseil d'administration.



TOTAL CAPITAL INTERNATIONAL

TOTAL CAPITAL INTERNATIONAL
Société Anonyme
Siège social : 2, place Jean Millier
La Défense 6 - 92400 Courbevoie
Capital social : 300 000 euros
479 858 854 RCS Nanterre